

Les trois phases du pouvoir islamo-conservateur en Turquie

Ahmet INSEL, ancien professeur à l'Université Galatasaray, directeur éditorial des éditions Iletisim, chroniqueur au quotidien Cumhuriyet

Mercredi 2 novembre 2016 – Université Paris-Dauphine

De 2002 à aujourd'hui l'histoire politique de la Turquie a connu trois périodes, selon l'orientation du parti au pouvoir, l'AKP.

Libéralisme islamique

L'AKP arrive au pouvoir en 2002 en s'affichant comme parti conservateur et démocrate, ce qui signifie attaché à la religion, mais refusant l'Islam radical. Dans le contexte qui suit les attentats de 2001 aux États-Unis, ceux-ci attendent beaucoup de la Turquie, membre de l'OTAN et candidate à l'entrée dans l'UE. L'AKP est un parti de droite, sachant que 60% à 65% de la population turque vote à droite, quel que soit le contexte, contrairement à la Grèce où 2/3 de la population vote toujours à gauche.

La Turquie s'ouvre alors au monde, alors que l'économie mondiale est en phase de croissance. L'économie turque a besoin des investissements étrangers et ceux-ci effectivement abondent. Des réformes ont lieu en 2005-06 et les Turcs croient à une entrée possible de leur pays dans l'UE, au moment des négociations de 2006. Mais la question de Chypre fait obstacle et, dès 2007, avec l'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir en France, l'espoir de faire avancer le processus s'éloigne. Par ailleurs Erdogan rencontre des difficultés internes, mais il fait procéder à des élections anticipées et les gagne.

Populisme panislamique

À partir de 2010 on entre dans une deuxième phase, marquée au début par une grande popularité d'Erdogan. La survenue des révolutions arabes à partir de 2011 donne à la Turquie le statut de pays modèle et Erdogan pense que les Frères musulmans vont prendre le pouvoir dans tous ces pays. En 2010, il s'oppose à Israël, en envoyant des bateaux turcs pour apporter de l'aide humanitaire et des matériaux de construction aux Palestiniens de Gaza. Le discours d'Erdogan se radicalise. Porté par le sentiment d'être le héros des nations arabes, Erdogan devient populiste et islamiste, alors qu'il pense que la Syrie va basculer aussi dans la révolution.

Mais en 2013 le contexte change. Erdogan fait face aux manifestations de la place Taksim qui rassemble surtout des jeunes, organise la répression et perd en mai 2013 son allié en Égypte. Il commence à craindre le coup d'État, est menacé par des enquêtes qui visent ses ministres et son fils, et durcit sa position, ce qui représente une vraie rupture. Il constate qu'à l'inverse de ce qu'il avait anticipé, en Syrie, Bachar El Assad résiste. Il décide de soutenir les djihadistes. Il devient le paria au niveau international, mais en interne renforce sa légitimité en se faisant élire au suffrage universel.

Islamisme nationaliste

Cette période est marquée par l'opposition aux Kurdes. Dans les années 1990, l'État turc s'oppose totalement à la formation d'un État kurde. Dans le début des années 2000, on envisage un assouplissement, mais, à partir de 2013, le conflit en Syrie, où se trouvent 2 millions de Kurdes, fait rebondir la question kurde. La Turquie veut profiter de la guerre en Syrie pour mater les Kurdes, refusant que 15 à 16 millions de Kurdes vivant actuellement en Turquie créent un état autonome, qui aurait une frontière de 1300 kilomètres avec elle.

Brouillée avec les États-Unis, qui luttent contre Daesh, avec Bachar Al Assad, car elle s'oppose à son régime, et avec la Russie, la Turquie se sent isolée. Elle se rapproche donc de la Russie en 2016 et renoue des relations avec Israël. Le coup d'État manqué de juillet 2016 permet à Erdogan de renforcer son pouvoir en instaurant un régime présidentiel constitutionnel, en procédant à des purges massives et en saisissant des biens privés. On ne se trouve plus dans un État de droit et la répression sur les Kurdes s'intensifie. On s'achemine vers une dictature élective, qu'on pourrait qualifier de « démocratie ».

Le paradoxe de la Turquie actuelle est qu'Erdogan est à la fois le principal facteur de stabilité et le principal facteur d'instabilité. Les classes moyennes qui le soutiennent savent que s'il s'en va le système s'écroule. Mais en même temps l'AKP craint que ce régime ne devienne trop présidentiel ce qui pourrait provoquer des réactions qui le mettraient en péril.

La société turque est marquée par trois fractures profondes qu'aucun pouvoir n'est en mesure de résoudre à brève échéance :

- Une fracture ethnique (les Turcs et les Kurdes) ;
- Une fracture confessionnelle : si la quasi-totalité des Turcs est musulmane, au sein de cette collectivité environ 15% ne sont pas sunnites mais alévites et demandent de disposer de lieux de culte à part ; le parti social-démocrate (à gauche) est majoritairement alévite ;
- Une fracture politique : de 30% à 35% de la population est moderniste et le reste est conservateur ; cette fracture date de la période kémaliste, période durant laquelle on a changé d'alphabet ; les deux camps s'opposent notamment sur la place de la femme dans la société et sur la religion.

La force d'Erdogan est d'être porté par une majorité dans ces trois axes : il est soutenu par les Turcs, par les musulmans sunnites et par les conservateurs.

Dans ses réponses aux questions M. Ahmet INSEL prolonge son analyse.

Erdogan est un bon tacticien, capable de s'adapter à la situation présente, mais il n'a pas de vue à long terme. Il bénéficie d'un large soutien populaire et son néo-populisme est dans l'air du temps, comme on l'observe dans beaucoup de pays. S'il renoue actuellement avec la Russie, c'est en grande partie pour des raisons économiques, souhaitant que la Turquie bénéficie à nouveau du tourisme russe et de son pétrole. Elle s'éloigne en ce moment de l'OTAN, mais n'en sortira certainement pas, car elle sait que l'OTAN est défavorable à la création d'un État kurde, ce que, d'ailleurs, les Kurdes n'ont pas compris.

À l'égard de l'Iran la Turquie garde plutôt une position d'opposant, car elle soutient les sunnites de Syrie et d'Irak, alors que l'Iran, chiite, défend Bachar El Assad. L'Iran bénéficie d'une position particulière dans la région, n'ayant lui-même jamais envahi quiconque, et n'ayant plus de conflit depuis 3 ans. La Turquie ne parvient pas à jouer le rôle de lien entre les pays du Moyen-Orient, rôle qu'elle souhaiterait tenir. Elle pourrait peut-être y parvenir en

se rapprochant de l'Iran, en s'ancrant dans l'ancien Empire ottoman et en fermant définitivement la parenthèse du kémalisme.

L'AKP s'appuie sur la bourgeoisie et celle-ci s'est plusieurs fois enrichie au gré des circonstances (génocide arménien, saisie des biens des juifs et des chrétiens, plus récemment saisie des biens des gülenistes, occupation de Chypre). Actuellement la Turquie se rapproche de l'Azerbaïdjan.

Le mouvement Gülen, fondé par l'imam Gülen, actuellement exilé aux États-Unis, a formé beaucoup de cadres de la fonction publique. Leur influence a fini par gêner Erdogan, surtout quand les gülenistes ont voulu entrer dans les services secrets. Ceci a conduit Erdogan à écarter Gülen puis à en faire, beaucoup plus tard, l'inspirateur du coup d'État manqué de juillet 2016.